

Université de printemps

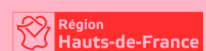
Entreprises & démocratie : à la croisée des chemins

Démocratiser l'entreprise
pour sauver la démocratie et
la planète

Lille

09 & 10.04.2026

Organisé par la chaire 3D&C et l'Université de Lille.



Retour sur ces deux jours d'échanges

Pour son lancement officiel, la **Chaire WILL 3D&C** (Clersé/ULille) a organisé une **Université de printemps**, «Entreprises et Démocratie» à Lille les 9 et 10 avril 2026.

Durant deux jours 250 chercheur·euses et acteur·rices de la société civile ont débattu ensemble de l'avenir de notre système productif en partant d'un constat : celui d'un changement d'ère. La phase néolibérale se clôt, dans le chaos, et deux voies s'ouvrent à nos sociétés : la clôture nationaliste-autoritaire illibérale ou le rebond démocratique autour de valeurs sociales et écologiques partagées. Ce rebond concerne, aussi, nos manières de déterminer l'objet et le processus de production.

La dynamique de cette Université trouve sa source dans l'extraordinaire espoir qu'ouvre – au moment où la démocratie semble attaquée de toute part – le rapport du Comité international d'expert·es de haut niveau sur la démocratie au travail. Ce rapport a été diligenté par la Vice-Première Ministre et Ministre du Travail du Gouvernement espagnol – Madame Yolanda Díaz et réalisé avec le soutien de la chaire 3D&C (ULille, Clersé) sous la direction de la professeure Isabelle Ferreras (FNRS, UCLouvain, Harvard).

Nous avons ainsi pris l'initiative d'une Université de printemps, convaincu·es qu'un sursaut de réflexion s'impose et que la discussion doit pleinement intégrer le travail, les entreprises, et leurs relations avec la pratique démocratique.

Il s'agit non seulement d'élaborer un diagnostic partagé – notamment sur les liens entre la polycrise actuelle et la crise de la participation au travail – mais aussi de débattre et co-construire des propositions.

L'Université de printemps en chiffres :

- 2 jours de conférences
- 2 lieux : SciencesPo Lille et Lilliad Lille
- 42 intervenant·es
- 250 inscrit·es

Un engagement collectif

Ce moment de rencontre extrêmement riche - fondateur - a amené les participant·es à s'engager à poursuivre ensemble, côte à côte, un travail de fond, intellectuel, politique, de plaidoyer pour emporter l'adhésion sur trois points :

1. L'entreprise est une entité politique,
2. Une bonne économie suppose une entreprise démocratique et redevable envers la société,
3. La bifurcation sociale et écologique de nos économies requiert de rouvrir dans et autour de l'entreprise des espaces de délibération qui ont été capturés par le « diktat » des marchés financiers et de la gouvernance actionnariale.



Judi 9 avril 2026 - Grand-es témoins :
« Démocratiser l'entreprise pour sauver la démocratie et la planète »

Le rapport espagnol dévoilé pour la première fois en France

Ce fut un grand honneur de permettre à Yolanda Diaz d'ouvrir ce congrès par une allocution plénière revenant sur la volonté du gouvernement auquel elle participe de « tenir » la promesse d'égalité faite aux citoyen·nes espagnol·es dans la constitution espagnole de 1978.

C'est ce qu'incarne le rapport :

« une double promesse à tous ceux et celles qui travaillent en Espagne : voix et propriété »

Isabelle Ferreras a présenté le rapport, discuté ensuite par ses collègues Dominique Méda, Julie Battilana – avec qui elle anime le réseau Democratizing Work – ainsi que par le spécialiste de la question démocratique, Loïc Blondiaux et le spécialiste de l'économie du travail, Thomas Coutrot.

Le Comité a constaté que la démocratisation des entreprises offre d'importantes possibilités pour relever les **9 défis majeurs qu'identifie le rapport** :

1. La crise de succession à laquelle sont confrontées les PME espagnoles - comme françaises,
2. Le retard en matière de compétitivité,
3. L'existence d'abus et mauvaises utilisations de l'IA sur le lieu de travail,

4. La perte de souveraineté économique et de résilience territoriale,
5. La fragmentation de la chaîne de valeur et l'informalité de l'emploi,
6. L'affaiblissement de la société civile et des syndicats,
7. La pauvreté et l'inégalité,
8. La perte de confiance à l'égard des institutions démocratiques,
9. Les dommages à l'environnement naturel.



Isabelle Ferreras, professeure de sociologie, FNRS, Chaire 3D&C, UCLouvain, Harvard.



Isabelle Ferreras, Loïc Blondiaux, professeur de science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **Thomas Coutrot**, chercheur en économie du travail, Institut de recherches économiques et sociales (IRES) / Ateliers Travail & Démocratie **et Alette Hovine**, productrice, Entendez-vous l'éco ?, France Culture

Que faire donc ? Le rapport préconise :

1. Donner de la VOIX à ceux et celles qui travaillent !

Instaurer la participation des travailleur·ses aux décisions stratégiques par l'intermédiaire des conseils d'administration, avec des seuils statutaires minimaux conçus pour s'aligner sur les meilleures pratiques européenne en matière de co-détermination (1/3 des sièges au conseil

d'administration réservé aux salarié·es pour les entreprises employant entre 50 et 1000 salarié·es ; 1/2 des sièges au conseil d'administration pour les entreprises de plus de 1000 salarié·es). Accorder un nouveau droit de codécision pour façonner et consentir au déploiement de l'IA au travail (via les représentants des salariés, les CSE et les Comités d'entreprise européens).

2. Accéder à la PROPRIÉTÉ

Fixer des seuils statutaires minimaux, à commencer par l'accès des travailleur·ses à 2 % du capital en actions. Mettre sur pied des fonds souverains citoyens conçus pour acquérir des actions afin de rendre les entreprises plus résistantes et moins dépendantes des acteurs financiers extractivistes, via des plans de transition permettant aux investisseur·ses en travail d'acquérir les actions de leur entreprise en prévision du départ à la retraite du fondateur·rice ou du chef·fe d'entreprise.

3. Un processus vertueux

Le Comité propose un nouveau cadre de politique publique organisé autour d'un outil de reporting simple : l'indice de développement démocratique des entreprises. Mesurant la situation de chaque entreprise sur les deux échelles de la participation des personnes aux décisions stratégiques et à la propriété du capital, cet indice servira de cadre incitatif de type bonus/malus, conçu pour récompenser les entreprises atteignant les niveaux supérieurs de participation (et décourager les niveaux inférieurs) et appuyer la poursuite de cette dynamique, afin que chaque entreprise continue à progresser sur la double échelle de démocratisation.



Pierre Robert, MCF en économie, Clersé, Chaire 3D&C, ULille



Vendredi 10 avril 2026 - Table ronde
« Vers une loi française garantissant la participation effective de ceux qui travaillent dans les décisions et dans la propriété ? »



Nicolas Postel, professeur en économie, Clersé, Chaire 3D&C, ULille



Magali Savès, MCF en économie, Clersé, Chaire 3D&C, ULille



Vendredi 10 avril 2026 - Table ronde
« Vers une loi française garantissant la participation effective de ceux qui travaillent dans les décisions et dans la propriété ? »

Un consensus scientifique et politique

Une volonté d'avancer ensemble

9 grandes lignes d'approfondissement et d'orientation :

1 Un consensus qui se dessine autour du principe de la démocratisation de l'entreprise.

3 Démocratiser l'entreprise : une loi est nécessaire mais pas suffisante. Il faut réellement mettre en capacité les acteur·rices. (formation, information, réseau...).

5 Penser l'entreprise comme entité politique...c'est aussi penser son ancrage territorial !

7 Ne pas réduire les investisseur·ses en travail aux salarié·es : un enjeu de conceptualisation et de représentation des multiples formes de contribution dans les chaînes de valeurs.

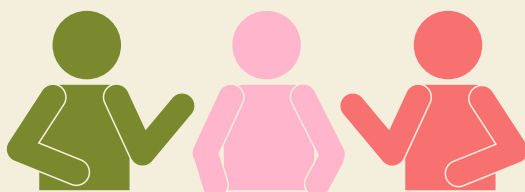
9 Un rapport espagnol, une perspective française et européenne : vers un modèle européen d'entreprise !

2 Il faut que les investisseur·ses en travail aient voix au chapitre... mais aussi accès à la propriété, y compris pour pérenniser l'entreprise.

4 Pour redonner sens au travail : délibérer des décisions stratégiques et porter aussi attention à l'importance du "travail réel" !

6 Une conception de la démocratie économique qui change aussi le rapport de l'Etat à l'économie : pour un Etat partenaire qui mette en capacité les acteur·rices.

8 Et la Nature ? Doit-elle rester à la porte de l'entreprise, ou être représentée au CA ? Et/ou comment la représenter ?



Des débats à retrouver sur notre site - captation vidéo et capsules ... avant un livre à paraître en 2027.

La chaire WILL 3D&C : *Démocratiser, Démarchandiser, Dépolluer : de l'entreprise néolibérale au mouvement des Communs.*

Présentation :

La chaire WILL* 3D&C, menée en partenariat avec l'[UCLouvain](#) (Belgique), explore la démocratisation des modes de production en combinant deux courants : **la réflexion sur les « communs »** et le **mouvement pour la démocratisation des entreprises**.

Cette chaire est co-portée par **Isabelle FERRERAS**, Professeure de sociologie et Directrice de recherche (FNRS, UCLouvain, Harvard) et **Pierre ROBERT**, Maître de Conférences en économie (Clerse-CNRS, ULille) avec une équipe constituée de **Magali SAVÈS** (Clerse, ULille), **Adèle PICHOT** (Clerse, ULille), **Richard SOBEL** (Clerse, ULille) et **Nicolas POSTEL** (Clerse, ULille).

Avec l'appui d'une formidable équipe : **Aude NANQUETTE**, **Gaëtan VANLOQUEREN**, **Juliette DUMONT** et **Jolène PEREZ** (Chaire 3D&C, Clerse, ULille).

Quatre objectifs principaux :

1. **Construire un cadre conceptuel** commun pour comprendre les dynamiques de démocratisation au sein des organisations productives. Un handbook est en cours de rédaction.

2. **Analyser les pratiques concrètes de transition** et identifier les obstacles communs rencontrés par les organisations impliquées dans ces processus (approche comparatiste région Hauts-de-France / Wallonie)
3. Dans la lignée du rapport, **améliorer et professionnaliser des outils pratiques et concrets** pour armer les décisions politiques de démocratisation et faire de ce principe un objet partagé et co-construit avec la société civile et les parties prenantes (académiques, entrepreneuriales, syndicales et politiques)
4. Construire un trait d'union **ULille – UCLouvain** par la constitution d'une **Chaire POLANYI – Capitalisme et Démocratie**.

Quelle suite ?

Chaque mois, une initiative concrète – de formation, de recherche, de débats – **à retrouver sur notre site** et chaque semestre, pour faire vivre le débat :

Les soirées “Capitalisme et Démocratie” autour d'une rencontre académique, monde de l'entreprise, monde politique et syndical.

CONTACT

 capitalismeetdemocratie@univ-lille.fr

 [Chaire Socio-économie des Communs](#)

 [Chaire Socio-économie des Communs](#)

*WILL : Welcoming Internationals to Lille